

La nature du groupe des femmes et son rôle dans la transformation sociale au Congo (région Kukuya) : de la couche lignagère à la classe paysanne moderne

Pierre BONNAFÉ

*Sociologue CNRS, associé ORSTOM.
Centre d'études africaines, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris*

RÉSUMÉ

A travers des identités sociales différentes, le groupe des femmes *Kukuya* n'a-t-il pas suivi un itinéraire historique marqué par des constances ? Voilà la question qui est posée ici pour cerner finalement leur capacité collective de décision.

MOTS-CLÉS : Femmes — Terre — Pouvoir — Économie rurale.

ABSTRACT

The nature of the women's group and its role in social change in the Congo (Kukuya region) : from lineal system to a modern farming class

The question of whether the history Kukuya women's group has followed a consistent historical itinerary is examined to determine their collective capacity for decision-making.

KEY WORDS : Women — Land — Power — Rural Economy.

Ce texte doit être considéré comme un « papier de travail », étant donné l'ampleur des problèmes qu'il soulève. Son objectif serait atteint s'il indiquait des lignes d'investigation débouchant sur des enquêtes qui restent largement à faire.

Les femmes du plateau *Kukuya* (12 500 habitants aujourd'hui) à travers les âges, quelle unité peuvent-elles bien garder comme objet, après tant de bouleversements et de ruptures ? A la lettre aucune, comme le ferait la catégorie des « artisans » dans les recensements successifs de France depuis la guerre. Si l'on peut relever dans leur condition certaines constances de fonctions, celles-ci se sont-elles inscrites dans l'histoire de manière autre que sociologique ?

DES FEMMES DÉPENDANTES

La lointaine époque de la « terre » (avant 1750 environ)

On devine plus qu'on ne reconstitue cette phase à travers les surimpositions postérieures. C'est une fausse « origine » qui ne repose que sur notre ignorance. Les grands traits de la formation sociale relèvent d'un système lignager classique segmentaire, composé d'au moins deux couches : l'une d'ainés, l'autre de dépendants. Les hommes faisaient sûrement le tissage du raphia et la chasse, les femmes pratiquaient l'agriculture (1), la cueillette-collecte, les travaux domestiques. Une hiérarchie d'ainés et de « seigneurs de la terre » ou maîtres-possesseurs du sol, réglait des conflits d'arbitrage. La tendance principale de la production était non marchande. Elle semblait assurer une limitation de l'essor économique et des échanges externes, en particulier dans l'artisanat (tissage et peut-être forge).

Le groupe des femmes était alors une partie essentielle de la couche dépendante à l'intérieur d'un ensemble relativement homogène. Cette faible différenciation vaut par rapport à ce qui va suivre. Il existait pourtant un seigneur supérieur dans chacune des Terres ou unités de base politiques. Les seules évocations faites par les chroniqueurs locaux décrivent des assemblées périodiques régies par l'âge, le sexe et les statuts sociaux : les anciens au premier rang, les hommes adultes derrière eux et les femmes encore derrière.

La rupture précoloniale ou ère du « ciel » (d'environ 1750 à 1900)

Une fondation vint briser cette récurrence, au moins telle qu'elle nous apparaît maintenant ! A la suite d'un jeu compliqué de facteurs internes et externes, dont la traite internationale fut sans doute le plus fort, on assista à la création d'une aristocratie seigneuriale. Médiateur d'une crise, un héros nommé Mubie instaure son pouvoir plutôt patrilinéaire dit « du ciel ». Ce dernier ne détruisit pas la hiérarchie précédente de « maîtres de la terre », mais vint s'allier avec elle pour former un double pouvoir. Les seigneurs du ciel ne se contentèrent pas de « posséder » comme leurs chefs complémentaires ; désormais, ils « dirigèrent » humains et territoires. Sous leur hégémonie qui dura plus d'un siècle, le pays connut une extrême transformation : d'abord délivrés de la panthère de Mubie, les subordonnés, à en croire la couche dominante, supplièrent les seigneurs supérieurs de les gouverner !

Que s'était-il passé ? L'évolution politique fut claire : on peut relever les éléments d'une étatisation progressive à un échelon moléculaire. L'aristocratie impulsa des échanges proches et surtout assez lointains (captifs, fer, raphia, denrées agricoles, tissus importés, biens de traite ...) directement ou non. Elle assit son contrôle judiciaire, exécutif, idéologique. Ce fut à la fois un mouvement de compétition segmentaire et un renforcement final de la concentration en deux ou trois pôles culminants. Tout ceci ne se comprend que par d'importants changements dans le travail et la production, qui accompagnèrent les grandes phases de la traite (esclave, puis produits).

Ce phénomène de vaste ampleur doit être replacé dans son cadre géographique comme lutte sociale des couches ou groupes pris dans son développement. Les nécessités du trafic amenèrent à capturer des esclaves, pris soit dans les ethnies soit au dehors. « Un observateur découvrira que les débiteurs sont souvent vendus par leurs créanciers [...] que les sorciers, les adultères, les fripons, sont également vendus, s'ils ne sont pas tués ; et dans tous les palabres, de quelque nature qu'ils soient, ceux qui succombent sont bien sûrs d'être mis en vente au dehors. » (2).

Les guerres entre populations pour s'assurer ou pour maintenir leur place privilégiée sur la route de la mer alimentèrent encore la ponction en esclaves. Enfin, dans la dernière période de traite, l'esclavage se poursuivit tout en étant associé à un flux de produits croissant (sel, poudre, objets importés). Les chefs, seigneurs ou traitants locaux en relation avec les Européens, maîtres des échanges extérieurs à l'Afrique, s'ils voulaient reproduire leur hégémonie partielle, durent fournir des biens agricoles, artisanaux ou animaux. Ces biens devaient d'abord être produits, puis transportés. Ils le furent par des dépendants cadets, femmes, esclaves. Le travail de ces derniers fut à son maximum près de l'Océan, mais leur plus grande capture se fit en bout de chaîne auprès de peuples soumis par la force. Un seul exemple de ces complexes de domination variables qui sévirent plusieurs siècles : « La tribu minuscule des Okandé contrôlait de nouveau la totalité du trafic », quand on parvient « au dernier grand rapide de l'Ogoué, et l'un des plus difficiles à franchir. » (3).

C'est un épisode du même type que l'on peut établir en amont du trafic à propos du petit plateau Kukuya, intégré de manière assez lâche dans l'ensemble politique *teke*. Comme par hasard, la venue du héros-fondateur Mubié, premier seigneur du ciel, et la distribution de ses pouvoirs *mpu* à ses descendants, coïncidèrent en gros avec la répartition des boîtes *nkobi*, nouveaux emblèmes des seigneurs *teke* (et du roi Makoko) : c'est-à-dire avec le milieu du XVIII^e siècle. On verra plus tard qu'il n'est pas absurde de généraliser le schéma d'ensemble du système d'exploitation comportant des modes de valorisation complémentaires ou opposés.

L'évolution la plus spectaculaire se déroula du côté des seigneurs, des aînés, des hommes riches, et même des hommes médiocres ou pauvres au regard de la mémoire collective. Ils partirent avec des handicaps ou des avantages marqués à l'assaut des sphères marchandes qui s'accrurent considérablement. La forge et le tissage connurent alors un fort développement et une semi-spécialisation, un certain nombre de leurs biens étant réservés aux seigneurs du ciel. La chasse fut gagnée par cette série d'échanges sur les marchés intérieurs. Quant au commerce extérieur, il n'appartint, vu les risques, qu'aux puissants. L'aristocratie du ciel se caractérisa par un nouveau genre d'accumulation : ses membres se devaient de razzier, de lancer des caravanes commerciales, puis de multiplier les liens transversaux au-dedans comme au-dehors, enfin de prodiguer ostentatoirement leurs gains, contrairement aux seigneurs de la terre restés fidèles à leur mode d'appropriation secret. Une alliance unit en réalité ces deux pouvoirs complémentaires. Pourtant, jusqu'à la fin, les rapports non marchands entrèrent en contradiction avec les autres, provoquant destruction, joute ou rétention. Le levier de tout le mouvement fut le renforcement de la direction du travail dans les hameaux comme dans les lignages. Le système tributaire ne faisait que le redoubler ou le coiffer vers le haut par une vaste métaphore, que les griots des hommes célèbres ne cessèrent de broder à travers leurs louanges.

Cette brillante façade ne tenait que par l'exploitation des dépendants captifs, subordonnés *nkani*, clients et surtout femmes. Selon moi, les cadets riches faisaient partie de la couche dominante, même si leur jour ne devait venir que plus tard : de même pour les fils de seigneurs ! Une irréversible scission avait pris place entre la strate dominante en partie oisive et la strate dominée. Quelles en étaient les lignes pour le groupe des femmes ?

On peut vraiment parler, comme le fait un mythe local, d'une défaite historique du sexe féminin. Jadis des femmes seigneurs du ciel gouvernèrent, mais dès la génération des filles du héros fondateur, l'une d'elles appela son frère agnatique pour lui rendre ce pouvoir mal ajusté à son corps et elle repartit cultiver un champ de manioc qui convenait mieux à son sexe... C'est ce qu'il advint.

Toute la mise en valeur marchande ou non des secteurs avancés de l'époque n'était possible que par l'action du surtravail féminin, les femmes assurant dans

les hameaux les gros entretiens de la population active et inactive. L'essor des productions masculines exigea un durcissement de cette exploitation et diminua la part des tâches domestiques des hommes. Ainsi se restaure un pan de la réalité sans laquelle l'évolution décrite n'aurait pu être mise en œuvre. On ne s'étonnera pas de trouver dans le pouvoir *mpu* un lien direct entre seigneurs du ciel et femmes. La sacralisation intervenait dans la plupart des rites et séparait, les jours réservés aux seigneurs, par une frontière le seigneur reclus dans sa demeure, des femmes se rendant aux champs.

C'est encore trop peu dire : on oublie trop souvent la mutation accomplie par les femmes dans leur propre domaine. Elles opérèrent dans leur agriculture un perfectionnement décisif : diffusion du maïs et du manioc — plus tard de l'arachide —, techniques élaborées de cultures à la houe, coopérations variées sur base d'échange égalitaire, rotation des champs et « jachère ». Le résultat fut une organisation en terroir qui persiste encore aujourd'hui malgré les heurts successifs. Si les femmes furent l'objet des stratégies matrimoniales (polygamie des aînés ou hypergamie des seigneurs), c'est qu'elles représentaient l'enjeu premier de la supériorité. On peut évoquer un groupe féminin encore complémentaire, mais en ségrégation, confiné dans le secteur vivrier et domestique, formant le noyau d'une couche tributaire et lignagère de dépendants.

Ce tableau réclame d'être nuancé. Les femmes étaient, encore en 1900, présentes sur les marchés. Les hommes fournissaient encore une fraction forte du travail domestique dans les hameaux (raphia, tissage, collecte, chasse). Le clivage entre statuts seigneuriaux et communs passait à travers le groupe des femmes, mais sans guère modifier leur besogne journalière.

Ne peut-on faire l'hypothèse que nous avons assisté à la formation d'une strate tributaire seigneuriale? Celle-ci n'est-elle pas à définir comme classe élémentaire précapitaliste, opposée à sa classe correspondante du subordonné *nkani*? On gardera à l'esprit que le passage à ces relations sociales n'est qu'amorcé.

Cette première transformation ne retentit-elle pas sur les couches lignagères en les différenciant? D'un côté, une fraction de riches aînés s'intègre pratiquement à l'aristocratie supérieure, de l'autre des femmes, des cadets pauvres, des captifs sont de plus en plus exploités.

Ce changement concorde avec le mouvement d'étatisation moléculaire et les diverses modalités du pouvoir *mpu* dans son hégémonie finale. La couche lignagère semble être le résultat de ce processus historique. Ne peut-on le cerner en la disant en voie d'étatisation, comme en voie de formation de strate précoloniale? L'accumulation reste élémentaire elle aussi, mais elle est bien réelle. Ce statut est bien différent de celui de la couche segmentaire de la « terre ».

Le passage décisif serait du segmentaire à l'étatique avec un intermédiaire possible : tributaire (4). Les faits significatifs seraient la présence ou non d'une surextorsion lignagère.

HOMOGÉNÉITÉ DE LA STRATE FÉMININE COLONIALE

La coupure coloniale

Le milieu du XVIII^e siècle semble avoir été une époque de crise, suivie d'une expansion jusqu'au début du siècle dernier à travers l'hégémonie de l'aristocratie « du ciel » (yulu). L'essor de cette dernière, fut brisé par la conquête française plus large qu'elle, tant du point de vue géographique que social. Celle-ci ne se contenta pas d'abattre le pouvoir ancien, elle mit fin au commerce antérieur florissant. C'est pourquoi cette date peut être considérée comme ouvrant

une nouvelle crise. Désormais, s'il y eut parfois expansion — tardive et partielle —, elle fut extérieure au plateau qui avait perdu son initiative politique.

Il faut s'imaginer le genre de colonisation particulier à la région. La résistance à la conquête ne concerna que quelques seigneurs du ciel. Les grandes compagnies concessionnaires bouleversèrent peu de choses. Le travail forcé sur le chemin de fer Congo-Océan toucha certains habitants sans être aussi dense que dans les zones avoisinantes. Les fonctionnaires français menèrent une sous-administration jusqu'en 1945. Ainsi rares furent les actions spectaculaires lancées durant ces premières décennies. Cependant, l'effet de leur occupation fut profond et durable, tout au long des phases classiques de l'AEF du moment.

De 1915 à 1930, impôt et réquisition vidèrent certaines branches de production de leur substance humaine. Ce fut le cas des artisanats masculins — tissage, boissellerie et forge —, des plantations, de la chasse, de la collecte. Les hommes furent tantôt retenus sur place, tantôt envoyés à longue distance de chez eux. Une rupture s'établit dans la vie des hameaux, où les femmes durent pourvoir presque seules à l'entretien familial. Le dernier pas d'économie domestique des hommes chuta sans appel.

L'établissement de ces nouveaux rapports avait supposé initialement une alliance avec la couche dominante régionale. Après élimination des seigneurs du ciel supérieurs, l'autorité fut souvent offerte à ceux de la terre ou aux seigneurs du ciel moyens. Cette base servit pendant 60 ans à organiser la chefferie « coutumière » avec de savants remaniements. La mise au pas des dépendants et des femmes exigea un effort certain ! Mais la tâche des gens au pouvoir fut facilitée par la nature des précédents systèmes de relations.

Une fois amorti l'ébranlement du début, les colonisateurs avaient opéré un rééquilibrage tactique à leur profit. Ils s'étaient appuyés sur les pouvoirs existants et en avaient centralisé les modes d'extorsions lignagers et seigneuriaux, pesant sur les hameaux. Ce mouvement affecta le statut des femmes dès les premières années. Mais leur face à face avec les administrateurs fut assez détournée : elles n'avaient guère affaire à eux directement, en dehors des recensements et des marchés, tout continuant à passer par les hommes adultes. Cette domination étrangère ne leur apportait pas de contrepartie palpable ; elles ne craignaient qu'un supplément de corvée sur les routes, après avoir assuré de toute manière l'alimentation des travailleurs et de leurs familles. A l'issue de cette phase vinrent les regroupements villageois qui entravèrent beaucoup leurs trajets aux champs et les désocialisèrent dans une mesure assez grande. C'était le premier pas vers leur « domesticité » coloniale.

Le tournant de 1930

Ces années 1930 forment le départ de la tendance future. Elles virent l'implantation de nouvelles cultures commercialisables et connurent la mise en place du secteur marchand dans le salariat et les artisanats. Ces « ouvertures nouvelles », comme on les a nommées en français comme en anglais (« opportunités ») dans la sociologie africaniste, furent offertes uniquement aux hommes de la région. Menuisiers, maçons, tailleurs, ou plus tard mécaniciens, appartenaient toujours au même sexe. De même dans la branche la plus considérable de la région, celle des cultures de rente (café, tabac, pommes de terre, haricots), du moins si on s'en tient à une définition par les gains monétaires de l'économie. Suivant les deux axes scindés de la division du travail, les femmes continuèrent à gérer leurs cultures vivrières alors que toutes les activités nouvelles furent investies par des hommes. Même si un tel changement prend l'allure de quelques modifications ponctuelles, son échelle réduite ne doit pas tromper. Il équivaut à une transformation qualitative. Nous n'avons plus affaire à une simple ponction

de travail masculin, mais à la consolidation de son emploi dans une branche productive.

La disjonction entre cultures vivrières et marchandes datait de bien avant la conquête française : elle sépara par une durable scission les deux sexes. Avant d'examiner sa nature, nous pouvons suivre son impact dans une étude démographique faite en 1956 sur l'accroissement des revenus marchands. En dehors de quelques gains au chef-lieu de district réalisés par des paysannes ou des commerçantes, les salaires, le gros de la petite production marchande, les ventes de denrées agricoles vont aux hommes adultes. L'inventaire montre encore que les revenus les plus forts allaient à des notables polygames, pouvant concentrer une main-d'œuvre familiale.

Sans doute dans notre district, le poids de l'organisation traditionnelle et l'enclavement de la zone contribuèrent à accentuer cette tendance. Sinon les femmes se seraient dégagées au moins partiellement de cet étai.

La grande frontière passant entre hommes et femmes fut maintenant celle du marché — et surtout au-delà d'elle — de la production marchande. Sans exagérer, on pourrait la tracer à l'intérieur de chaque maisonnée, chaque famille, chaque lignage. Dans les meilleurs cas, les sciences humaines se sont arrêtées à ce point précis, lorsque des ethnologues, des économistes, des sociologues, voire des historiens ont observé des faits comparables. Au mieux, aînés et cadets ont été considérés comme des entités collectives le plus souvent.

La réalité des phénomènes commande d'aller plus avant que cette borne qui fut aussi celle de la théorie de la valeur économique (5), jamais créée par les femmes ! *C'est toute une strate féminine dans la région qui est à envisager.* On pourrait l'appeler *strate domestique coloniale* et chercher quelques-unes de ses caractéristiques :

(a) Elle constitue une *couche familiale* dans les hameaux et villages, dépendant d'une catégorie d'hommes, chefs de foyers.

(b) Elle appartient à une *couche lignagère* dans des groupes assujettis à des aînés, pratiquant la surextorsion sur les précédents.

(c) Elle forme une *classe élémentaire* objective : dominée et exclue du marché externe, elle subit une cascade d'exploitations (locale, nationale et étrangère).

Ces trois éléments regardent à des degrés divers toutes les phases modernes : leur spécification change selon elles ainsi que leur hiérarchie. L'interprétation à viser consiste à chercher une ligne de frontière mouvante entre des groupes dominants ou dominés. Jusqu'en 1945, en dehors de quelques exceptions — les femmes vendant au chef-lieu administratif leurs denrées —, la strate féminine était restée extrêmement homogène. La différenciation fonctionnelle et spéciale ne s'était faite que chez des hommes : commerçants, artisans, colporteurs, chefs et notables. La population demeurait structurée par les aînés lignagers, chefs de hameau, auxquels s'étaient ajoutées les micro-féodalités des chefs administratifs. Les dépendants masculins gardaient quand même la ressource, bien qu'ils aient franchi assez souvent la fameuse ligne, d'user du travail de leurs épouses pour soutenir leur foyer ou leur hameau, voire leur lignage. Le plateau avait déjà perdu une part de sa population, touchée par l'émigration urbaine. Cette dernière ne concernait guère alors les femmes. On peut dire que les habitants avaient depuis longtemps acquis l'habitude d'un système de représentation, qui se manifestait même dans les crises. On se souvient des premières résistances à la conquête française par les seigneurs « du ciel » : durant la Seconde Guerre mondiale, des chefs furent un moment emprisonnés pour avoir protesté contre les corvées.

L'ère des cultures de rente (1945-1960)

On entra dans l'époque des politiques de « création d'un paysannat ». Aucune d'entre elles ne concerna les femmes, aussi surprenant que cela paraisse ! On tenta d'implanter le café plusieurs fois, puis diverses variétés de tabac moderne, puis les pommes de terre, les haricots, les agrumes. Selon les habitudes anciennes, l'homme continuait à « travailler pour la richesse *nzi* et la femme pour la nourriture de la famille ». Les institutions fondées alors sur place intériorisent parfaitement cette division des tâches. Ainsi, la mission française du tabac SEITA s'installa dans la région : dirigée par des hommes français, elle s'adressa à d'autres hommes Kukuya comme les entreprises urbaines de traitance ou d'industrie. Les moniteurs furent choisis et formés dans la population locale : planteurs, trieurs, vendeurs sur les marchés, furent pratiquement tous masculins durant ces années-là. Salariat et revenus marchands furent drainés par un sexe. La situation ne se modifia quelque peu qu'après l'indépendance congolaise.

Une semblable aberration, même en se plaçant dans la perspective des gens qui engageaient ce type d'opérations, fait rêver. Les femmes étaient formées à l'agriculture depuis un siècle au moins. Leur productivité relative était bonne, compte tenu des outils qu'elles utilisaient. Elles connaissaient des techniques d'engrais végétal qu'il aurait été aisé d'améliorer. Leurs équipes de travail étaient efficaces et soudées. Au contraire, du côté des hommes, on rencontrait tous les obstacles qu'encourent des débutants, puisque les anciens ne connaissaient guère que les plantations de palmiers-raphia et l'arboriculture. C'est si vrai que beaucoup d'entre eux (phénomène que j'ai encore pu voir parfois en 1984) demandèrent à leurs épouses ou à leurs parentes de préparer leurs champs, moyennant une infime partie des gains obtenus. Dans certains cas, c'était seulement la reconnaissance de leur incompétence technique, dans d'autres, beaucoup plus nombreux, c'était l'utilisation d'une position de force pour obtenir encore ce surtravail en plus du reste, à la houe, alors qu'eux se réservaient le fruit des tâches faites à la machette.

On voit le rapport social à l'œuvre dans son jeu de forces. Les objectifs proposés engageaient des productions de biens même pas consommés sur place. Il était présent dans ce qu'on nomme souvent d'un mot trop vague : « la communication » nécessaire à de tels programmes. Elle suivait les canaux de la hiérarchie du sexe mâle (chefs locaux), elle épousait aussi ceux de la langue : l'usage de quelques mots de français opposant alors les planteurs de tabac à la masse des femmes illettrées.

Dans ces secteurs, l'État et l'économie coloniale ont déclenché un processus de rejet des femmes et des vieux en même temps qu'une différenciation sociale en hausse (petites bourgeoisies commerçante et agraire). Voici la transformation visible ! Mais pour l'obtenir, il a bien fallu puiser sur le travail des femmes, à qui était dévolu le soin de reproduire le tout. La montée de la dot et son taux sont un étonnant symptôme de ce phénomène, bien qu'elle soit très loin de se réduire à sa figuration pure et simple.

LES FEMMES COMME MAJORITÉ DOMINÉE DE LA PAYSANNERIE (1960-1985)

Un prolongement du temps colonial (1960-1967)

L'indépendance nationale ne fut pas un fait politique négligeable, mais elle modifia très peu cet état de choses. Les femmes furent maintenues à la maison,

aux champs, sans que leur condition matérielle et sociale ait bougé d'un pas. Justice coutumière, aînés, chefs, collaborèrent à cette pression, cependant que la nouvelle administration se montra très peu interventionniste. Les partis post-indépendants se souciaient avant tout de leur clientèle, limitée à de « grands électeurs » régionaux.

Ces circonstances entraînèrent la survie de l'organisation lignagère, période qui a coïncidé avec mes plus longues enquêtes. Toutes les unités de production rurales (le centre de Lékana excepté) reposaient sur des liens de parenté ou secondairement d'amitié, en ce qui concerne l'entraide. Il était assez vertigineux de se dire d'une part que la sphère marchande dominait de plus en plus les activités et d'autre part que les rapports lignagers et domestiques l'emportaient toujours dans les dix « Terres » du plateau. En 1965, la dot était la plus forte de tout le Congo dans les campagnes : 150 000 FCFA. Les lois résidentielles, sanctionnées par un retour de dot *nkama*, s'étaient accélérées, mais demeuraient en vigueur. En 1960, infime était le nombre de femmes qui accédaient à quelques revenus monétaires, même si ceux-ci étaient sous-estimés par les relevés officiels. Le partage des gains marchands, (on doit se garder de méconnaître le lot collectif de la paysannerie : « une inégalité dans la misère » (6) pour beaucoup), donnait lieu à des conflits dans chaque foyer ou presque. Sur 10 000 FCFA de tabac, un planteur pouvait transmettre un dixième à son épouse. Ce qu'il faut bien nommer l'oppression lignagère des aînés cimentait ces fragiles édifices.

On ne s'étonnera pas d'après ces prémisses que les événements politiques aient répondu de 1965 à 1967 par des luttes entre hommes : des cadets contre des aînés lors du mouvement JMNR (Jeunesse du mouvement national de la Révolution) dans les années suivant la chute du régime F. Youlou. Si intéressantes qu'elles aient été pour révéler les failles du système lignager ou patriarcal-domestique, au mieux elles visaient à faire baisser la dot et nullement à abolir la dépendance féminine dans sa ségrégation archaïque. La brève bataille avait opposé de minuscules petits producteurs marchands entre eux à travers le registre de l'anti-sorcellerie : incendie des « fétiches » des aînés.

Un tel contexte ne gagne rien à être décapé brutalement pour y discerner d'inexistantes conflagrations de classes modernes. En dehors des multiples affaires de magie et de sorcellerie, le bilan de la région donne à voir des batailles entre époux qui vont parfois jusqu'à la justice d'appel, l'épisode des JMNR contre leurs aînés, une surveillance de 1965 à 1967 par leurs groupes des tenants de l'ancien régime Youlou, quelques luttes quasi théâtrales d'une Terre en partie en grève pour résister à un licenciement du personnel saisonnier, engagé afin de trier le tabac. C'est que malgré l'impact grandissant de l'extérieur (État, marché, économie) la hiérarchisation lignagère demeure la forme de différenciation sociale presque partout. Sa réalité nous permet de comprendre pourquoi la couche des femmes y était marginalisée. Sans s'améliorer forcément pour autant, cette situation va changer de plusieurs façons. Les urgences du pays vont contribuer à réduire quelque peu cet écart entre leur sort et la vie nationale.

La constitution d'une paysannerie véritable (1967-1985)

Un retour en arrière s'impose pour marquer quelques modifications du statut féminin. Entre 1950 et 1965, les enfants des deux sexes furent scolarisés selon un rythme intensif. L'effet en fut, dans l'environnement décrit, l'amorce de distinctions entre femmes. Certaines d'entre elles gagnèrent directement ou par alliance la couche de fonctionnaire, d'autres se marièrent en quittant le plateau. D'autres enfin, par un trajet étranger à l'école, devinrent commerçantes. Ainsi l'homogénéité de leur strate se fissura, tout en conservant une plus grande portion dans une égalité inférieure.

Une dizaine d'années de poursuite des cultures marchandes n'amena pas d'amélioration à cette majorité dominée, mais une véritable paupérisation, qui

toucha également les hommes pauvres et leurs familles. Un calcul rapide indique bien que pour acquérir le strict nécessaire, il faut maintenant le payer, souvent plus cher que par le passé : vêtements, lampes, huile, sel, allumettes, pain, fournitures scolaires, médicaments, outils, pétrole, ustensiles de cuisine. D'autre part, parallèlement à la hausse en nombre et en prix des biens indispensables, les biens vivriers sont devenus de vrais produits marchands, recherchés sur place et dans les centres urbains.

Cette nouvelle distribution des conditions de vie a remodelé le cadre d'existence. Il a été impossible de maintenir les femmes à l'écart des biens vendus au marché, parce que les besoins des foyers s'étaient étendus, comme on vient de le voir. Aussi, dès 1965-1970, les paysannes firent un peu plus de tabac moderne et vendirent davantage de manioc, d'arachides ou de pommes de terre, malgré leurs journées très chargées. Elles se trouvèrent alors engagées dans les canaux que les politiques nationales, par leur simple carence, leur avaient évités en ratifiant leur exploitation.

L'État et le Parti (PCT) eurent à ce moment-là une stratégie d'intervention dans plusieurs régions, qui aboutit à la fondation de coopératives rurales. Il s'agissait de créer des unités à mi-temps, accueillant les hommes et les femmes sur base volontaire, organisant leur travail et leur crédit afin de produire surtout des biens commercialisables, agricoles ou d'élevage. En 1983, les adhérents étaient plus de 1 300, dont 60 % de femmes. Pour la région, c'était une innovation étonnante de trouver des hommes travaillant à égalité avec des femmes pour une rétribution équivalente sur les mêmes champs.

Cette expérience était très fragile. On se demande d'où les femmes avaient pu tirer du temps disponible pour coopérer avec les « groupements », étant donné leur horaire hebdomadaire surtout avec des enfants ou des inactifs. Toute l'opération ne tenait une fois de plus que par un surcroît de leur surtravail. Des difficultés survinrent : maladie du manioc, lenteurs des crédits, évacuations des biens défectueuses, querelles sur le partage des gains ou sur les journées d'énergie dépensée, concurrence de l'agriculture ou de l'élevage individuel. Un grand nombre de désaccords intervinrent entre hommes et femmes : conflits ou découragement. Deux ans plus tard, la moitié des unités créées avait disparu.

En 1984, si on examinait l'organisation lignagère, elle persistait tout en déclinant. Ses règles résidentielles s'étaient perturbées : la contre-dot *nkama* qui en était la cheville juridique, avait été supprimée (premier pas d'une tendance à la propriété privée du sol). L'héritage des richesses d'utérin était devenu bilatéral. Les aînés continuaient à percevoir une dot de 300 000 FCFA, très contestée ; elle avait doublé en chiffre, mais en fait stagné en valeur. Les enjeux de la différenciation étaient nettement des marques de classe objective : épargne, maison en dur, fond de transport, accès à la fonction publique. Les femmes et les hommes pauvres formaient une classe paysanne, que se disputaient l'État et les bourgeoisies privées. Elle n'a guère d'autre choix que d'avancer dans l'impasse des cultures marchandes, en préservant autant qu'elle le peut son potentiel vivrier.

Pour finir, nous prendrons une comparaison avec une autre discipline, en apparence assez éloigné de la nôtre ! Le grand psychologue anglais Winnicott a pu créer des conditions nouvelles dans la thérapeutique des jeunes enfants, parce qu'il avait postulé que la santé ne pouvait se définir simplement par l'absence de maux ! Il fallait bien supposer que depuis des siècles des « mères » notamment, génitrices ou non, avaient su apporter à leurs enfants ce qu'il leur fallait, c'est-à-dire un élément de conditionnement positif indispensable : inutile de parler de cure si cet élément n'était pas rétabli et donc considéré d'une manière ou d'une autre, presque tous les *soins nécessaires à la nutrition et l'éducation enfantines*.

Ce détour nous écarte moins qu'il ne peut sembler. Les femmes du plateau *kukuya* ne se chargent-elles pas d'une tâche semblable ? Plutôt que de terroriser moralement des paysannes par la crainte et l'ignorance des médicaments et des

soins modernes, ne faudrait-il pas mieux leur supposer d'abord *cette capacité collective*, largement démontrée, de solidarité et d'initiative pour la survie en pensant qu'elles peuvent l'améliorer si « on » leur en fournit les moyens dans un cadre politique indépendant.

Cette question vaut aussi pour un grand nombre d'hommes. Si on parvient à se persuader d'une telle vérité, très lente à se faire jour, alors le développement ne sera plus un plan extérieur, mais le leur.

Notes

- (1) Sans le manioc ni le maïs et leurs techniques de culture propres.
- (2) Du CHAILLU, 1983, p. 39, cité par G. SAUTTER, p. 724. Ce dernier esquisse un bon panorama des effets de la traite (723-28). Sur les alliances politiques cimentant les réseaux d'exploitation, on peut se reporter à l'ouvrage de P. Ph. REY.
- (3) SAUTTER (G.) : « Les *Enenga* détenaient un monopole comparable sur "le haut fleuve" envers les peuples de l'intérieur 725, 726, 727. BRAZZA signale des "villages entiers d'esclaves", cultivant le sol pour nourrir leurs maîtres : 725, n. 6. »
- (4) Un autre passage possible serait esclavagiste : il est partiellement représenté dans cette vaste zone, comme on l'a entrevu.
- (5) On n'avait pas de moyens théoriques pour l'exprimer ; ce n'était pas une vraie valeur ... Ces discours concernèrent ainsi l'Europe.
- (6) GUILLOT, *op. cit.*, 109.

BIBLIOGRAPHIE

- DUPRÉ (M. C.). 1972. — La dualité politique chez les Téké de l'Ouest. Pouvoir *tsaayi* et pouvoir *nzineké*, Thèse de troisième cycle, Université de Lyon.
- GUILLOT (B.). 1973. — *La Terre Enkou (Congo). Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, École Pratique des Hautes Études, 6^e section, Paris.
- SAUTTER (G.). 1966. — *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement*, Paris, Mouton (2 vol.).
- VANSINA (J.). 1973. — *The Tio Kingdom of the Middle Congo 1880-1892*. London, Oxford University Press.